

L'élection présidentielle française de 2017

Libres exercices prospectifs

Ce document original, publié en une période électorale par nature très centrée sur l'instant, contient une série de sept contributions, tirées d'un exercice collectif au sein du comité de rédaction de Futuribles.

Afin de s'extraire de l'actualité immédiate, marquée par l'élection présidentielle de 2012, les membres de ce comité de rédaction étaient invités à se projeter cinq ans en avant, autour de l'élection présidentielle de 2017. L'ambition était d'assembler une compilation d'observations et projections, mais aussi d'anticipations pour 2017, à partir de quelques-unes des « plumes », positions et opinions qui composent et traversent ce comité pluraliste.

Le résultat est là. Il tient dans la diversité des angles et des écritures. Ton et thème étaient libres. Il s'ensuit sept regards prospectifs, plus ou moins amusés, plus ou moins désenchantés, plus ou moins inquiets. L'échéance est suffisamment lointaine pour libérer l'esprit, et suffisamment proche pour s'interroger sur les inerties et changements (souhaitables ou redoutables) qui pourront caractériser les cinq années qui viennent.

*Un tel travail n'est pas facile. Aisément périmé (en témoignent certains choix sous-jacents à des rédactions qui dépendent du moment de leur signature), il verse aussi commodément dans la fantaisie. Pour autant, la prospective se doit de toujours mêler rigueur et imagination. Ces petits exercices donnent une lecture, sous un prisme particulier, des enjeux du présent. **Julien Damon ■***

Martine Aubry vraisemblablement réélue

PAR JEAN-YVES BOULIN ¹

Mars 2017. À rebours des élections présidentielles précédentes qui paraissaient très incertaines, Martine Aubry, élue de justesse en 2012 (50,3 % contre 49,7 %), semble assurée d'être réélue présidente de la République. Et ce, en dépit du changement constitutionnel qu'elle a mis en place dans un objectif de déprésidentialisation du régime qui confère un rôle moteur au Parlement et au Premier ministre dans la définition des objectifs politiques, économiques et sociaux du pays.

Au regard de son bilan, cette présidence « modeste » qu'elle a appelée de ses vœux, apparaît au contraire comme ambitieuse. C'est la société tout entière qui est en voie de transformation et il semble que les électeurs soient décidés à faire en sorte que l'essai puisse être transformé, et que la mutation se poursuive. Bien plus, à l'instar de Barack Obama en 2008, la réélection de Martine Aubry est souhaitée par les autres pays européens, sur lesquels elle a eu un effet d'entraînement salvateur pour sortir l'Union européenne de la crise financière et institutionnelle dont elle avait hérité lors de son entrée en fonction.

Son action pour que l'Europe adopte une politique solidaire (émission d'euro-obligations, budget commun solidaire, politique économique et sociale commune) pour résoudre le problème de la dette souveraine, puis s'engage dans un véritable fédéralisme, a bénéficié de l'engagement de l'Allemagne à partir de 2013, avec l'élection de Claudia Roth comme chancelière, puis du Royaume-Uni avec celle d'Ed Miliband comme Premier ministre britannique en 2015. Aujourd'hui, la réforme institutionnelle de l'Europe allant dans le sens de la mise en place d'un véritable gouvernement européen et d'un rôle accru du Parlement européen est en bonne voie, et la fille de Jacques Delors en est considérée comme la véritable artisan et bénéficie désormais d'une forte popularité dans les pays européens, notamment dans ceux dits du Sud.

En France, son bilan apparaît impressionnant et explique le soutien populaire dont elle bénéficie, ainsi que le ralliement sous sa bannière des

1. Chercheur CNRS (Centre national de la recherche scientifique), université Paris-Dauphine. Cet article a été rédigé le 5 septembre 2011, avant les « primaires » socialistes qui ont abouti à l'investiture de François Hollande comme candidat du parti socialiste à l'élection présidentielle 2012.

partis du centre gauche et de gauche. Les organisations syndicales, dont le regroupement en deux grandes centrales est en passe d'être opéré, lui apportent également leur soutien. Il faut dire que tant dans le domaine de l'emploi que dans celui de la réduction des inégalités sociales et salariales — celle-ci ayant pu être obtenue grâce à une audacieuse réforme de la fiscalité —, mais également s'agissant de la qualité de la vie quotidienne et de la vie citoyenne, les changements d'ores et déjà réalisés et ceux en cours constituent à bien des égards une révolution.

Alors qu'au moment de son élection, en 2012, la crise sociale était patente, balançant entre émeutes urbaines (plusieurs journées de révoltes urbaines en banlieue parisienne, à Lyon et Marseille, la révolte des « démunis ») et mobilisation sociale et citoyenne (occupation pendant plusieurs semaines, de mi-février à mi-mars, de la place de la République à Paris par les « Indignés » porteurs de revendications de justice sociale), on ne peut qu'être frappé par la dignité qui règne aujourd'hui et par le respect réciproque des différentes parties prenantes, initié par la politique de dialogue social qui a été menée. Dignité faite à la fois de sérénité et de mobilisation soutenue : les débats citoyens, la solidarité citoyenne qui caractérisent la campagne présidentielle actuelle (notamment sur le *Web 4.0*) témoignent d'un changement sociétal en cours porté par la conviction partagée qu'est en train de se mettre en place un développement économique et social durable, porteur de bien-être pour tous.

***On ne peut qu'être frappé
par la dignité qui règne et
par le respect réciproque des
différentes parties prenantes***

Cette perspective n'a pu se concrétiser que par les résultats obtenus par le tandem Aubry / Duflot dans les domaines de l'emploi et dans celui de la réduction des inégalités. La réforme fiscale (prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu dont l'assiette a été élargie aux revenus du capital, démantèlement des niches fiscales « inefficaces » dont le périmètre a été élargi, démantèlement du bouclier fiscal et lutte — efficace du fait de l'adhésion des catégories supérieures au projet citoyen — contre la fraude fiscale...) a produit ce que l'on pourrait appeler une solidarité fiscale, chacun étant conscient, dans sa position sociale et économique, de son apport à la collectivité via, notamment, une grande transparence dans l'utilisation des recettes fiscales. Cette solidarité fiscale s'est doublée d'une solidarité sociale via les effets déflationnistes qu'elle a eus sur les hautes rémunérations et le nivellement de l'échelle des revenus.

Mais cette solidarité sociale est aussi le résultat de la politique de l'emploi et de la politique sociale audacieuses qui ont été menées au cours des quatre années passées. En ramenant le taux de chômage à 6 % via la facilitation de l'accès à l'emploi et l'initiation d'une rotation entre différents statuts d'activité (facilitation des transitions entre chômage et emploi, entre travail rémunéré et chômage d'un côté, et formation et activités sociales, familiales et citoyennes de l'autre) à travers la politique « des parcours de

vie » instaurée dès l'automne 2012, le gouvernement de gauche a dynamisé fortement le marché du travail et ouvert des perspectives aux catégories les plus éloignées de l'emploi. La limitation de l'utilisation des contrats précaires aux situations économiques les plus tendues, et surtout leur limitation dans le temps, l'inscription du temps partiel dans une logique de construction des parcours de vie intégrant les changements de statut familial, d'emploi et d'activité, ont eu pour résultat de désencastrer ces formes d'emploi et de statut de leur spécificité catégorielle et sexuelle (aujourd'hui 22 % des hommes travaillent à temps partiel qui est devenu un statut d'emploi réversible, inscrit dans les parcours de vie et non cantonné à certaines professions ou catégories).

Des réformes de cette ampleur, qui ont redonné du sens au travail en l'inscrivant dans une sphère d'activité globale, sociale et citoyenne, n'ont pu être possibles que par le renouvellement des mœurs politiques (fin du cumul des mandats, limitation dans le temps des mandats politiques) qui a restauré la confiance dans l'action politique et donné toute sa place à la notion de réciprocité. C'est sans doute pour cela que le peuple s'apprête à renouveler sa confiance à cette nouvelle orientation politique incarnée aujourd'hui par Martine Aubry, mais surtout par toute une nouvelle génération politique qui a émergé du mouvement des Indignés. C'est qu'il reste encore de nombreuses réformes à mener à bien pour renforcer la cohésion sociale, notamment celle qui est actuellement à l'œuvre dans l'enseignement supérieur (intégration des grandes écoles dans un univers universitaire plus ouvert et doté de passerelles dynamiques entre les cursus ; droits de tirages éducatifs pour ceux qui ont quitté l'école de façon précoce) et qui vient compléter celle menée depuis 2013 dans l'éducation (ouverture de perspectives éducatives nouvelles par la politique éducative de quartier). ■

Les résultats du premier tour, vus de la revue *Aveniribles*

PAR GILLES CAZES ¹

Bien que des résultats équilibrés avaient été anticipés par tous les instituts de sondage pour ce premier tour des présidentielles, personne n'avait envisagé un score aussi serré : 30,7 % des suffrages pour Jean-François Copie et 30,3 % pour François Le Belge, le président sortant. Juste après l'estimation maintenant quasi stabilisée de ces résultats, Copie avait annoncé qu'il prendrait Marine La Peine comme Premier ministre, afin d'isoler sur sa droite Brice Boutefeux, dont la nouvelle petite moustache blonde s'étalait sur tous les murs, et qui avait obtenu 9 % des suffrages.

De son côté, Le Belge venait d'annoncer que, réélu, il changerait de Premier ministre pour substituer à Michel Verweine, usé par cinq années de guérilla politique incessante, François Roubaix, éternel postulant à un poste en vue et qui, fier de ses 12 % du premier tour, se targuait de pouvoir apporter les voix des vrais démocrates de droite. Les écologistes, qui avaient choisi d'investir une agricultrice du Larzac, fille et petite-fille d'agriculteurs du Larzac, avaient miraculeusement obtenu 3 %. L'extrême gauche conduite par Grosputou et quelques candidatures de figuration se partageaient les 15 % restants des voix.

Tout en restant attentif à la route déserte, Hugues de Piffenel éteignit la radio pour remettre en lecture son CD favori de Tartara, qu'il n'osait écouter que seul, de peur des railleries que provoquaient toujours ces vieilleries. Comment en était-on arrivé là, se demandait-il ? Dans toute l'Europe ou presque, maintenant, ceux qui étaient considérés, il y a encore peu, comme infréquentables étaient associés aux majorités politiques et à l'exercice du pouvoir. Seule l'Allemagne, pour des raisons historiques, et la France, mais peut-être pour peu de temps, avaient échappé à ce raz-de-marée surprenant.

L'électorat habituel de la droite avait reçu le renfort d'une grande part des anciennes classes moyennes et populaires, principales victimes de la crise sans fin et du chômage massif qui touchait maintenant partout en Europe près d'un quart de la population active. L'État n'avait plus les moyens d'aider autrement ces déclassés que par des emplois locaux sans qualification, payés en France 28 000 francs (2,25 anciens euros) de l'heure, soit

1. Pseudonyme agrégé d'un membre du comité de rédaction de *Futuribles*, économiste.

légèrement plus que dans les pays voisins. Ce salaire horaire était inchangé depuis deux ans, l'inflation étant nulle ou presque. La seule conséquence positive de cette situation était l'état de propreté stupéfiant des villes continuellement nettoyées par ces armées d'anciens employés ou cadres, promus « ambassadeurs de la propreté », appellation trouvée par Ségolène Impériale, jamais en panne d'inspiration pour mobiliser.

À chaque carrefour, deux ou trois « ambassadeurs de la route » organisaient la circulation et aidaient les passants à traverser, tâche par ailleurs peu prenante compte tenu du faible nombre d'automobiles, le litre d'essence ayant hier dépassé les 65 000 francs. Dans une envolée saisissante, Arnaud Chantelourd avait d'ailleurs proposé ce matin de supprimer les feux de signalisation, « pour lutter contre l'impérialisme de la mécanisation et pour remettre l'homme au centre de la vie sociale ».

Hugues s'était d'abord demandé de quelle vie sociale on lui parlait, mais Julien Dormons lui avait expliqué ce matin que l'infinité de contacts humains qui allaient ainsi se nouer en permanence dans toutes les rues, serait l'amorce d'une renaissance, d'une transformation sociale basée sur une convivialité de chaque instant. Hugues voulait bien le croire, mais il observait pour l'heure que les différences de points de vue entre « ambassadeurs de la route » concernant les priorités, aboutissaient souvent à des accidents mémorables ou, dans les meilleurs des cas, à des pugilats homériques auxquels se joignaient les « ambassadeurs de la propreté », habituellement désœuvrés.

L'éducation nationale gratuite régressait partout, les États sans moyens ayant progressivement introduit des droits d'accès aux écoles

Hugues se souvenait des discussions tumultueuses au sein du comité d'orientation de la revue *Aveniribles*, qu'il éditait depuis si longtemps, au sujet de ces évolutions sociales si rapides. La

réunion du mois dernier avait été passionnante. Deux membres du comité avaient d'ailleurs failli en venir aux mains, en désaccord profond sur le fait que la création par l'État de brigades d'« ambassadeurs du soleil », en charge de répondre aux demandes des personnes voulant s'entendre parler de vacances sans pouvoir s'en payer, était ou non « un fait porteur d'avenir ».

Bien sûr, se disait Hugues, la vitalité humaine avait jusque-là toujours réussi à dépasser par le haut toutes les épreuves, de la Grande Peste aux horreurs du siècle précédent. Mais là, le *challenge* était quand même élevé. D'autant que l'éducation nationale gratuite régressait partout, les États sans moyens ayant progressivement introduit des droits d'accès aux écoles, qui aboutissaient à un recul de la fréquentation pourtant obligatoire des établissements. La France résistait encore à ce mouvement, Le Belge ayant fait de l'éducation le sanctuaire de l'action publique, mais pour combien de temps ? Quel monde sans éducation se préparait-on ?

« Un matin, ou peut-être une nuit, près d'un lac, je m'étais endormi... » Tiens, jamais l'actualité de la chanson de Tartara ne lui avait semblé aussi forte... Hugues augmenta le son. Des deux côtés du carrefour qu'il traversait, des « ambassadeurs » lui souriaient aimablement, espérant l'aumône d'un billet de 10 000 francs. ■

ÉTUDE EN SOUSCRIPTION

FUTURIBLES

Urbanisation, logement et habitat à l'horizon 2030 **Perspectives internationales, enjeux stratégiques, innovations sociales**

Cette étude vise à identifier, aux trois échelles mondiale, européenne et française, les grands enjeux liés à la localisation, à la construction et au renouvellement des logements. Son objectif est de fournir aux opérateurs français de la politique et du marché du logement des éléments utiles à la définition de leurs stratégies à moyen et long termes selon trois modalités :

- ▶ un éclairage sur les perspectives du secteur du logement au niveau mondial (quelles demandes, quels acteurs, quels financements...) afin d'alimenter une réflexion générale mais également des stratégies tournées vers l'international ;
- ▶ un cadrage sur les situations et politiques dans les contextes européen et français ;
- ▶ un repérage de pratiques et de dispositions innovantes à l'étranger susceptibles d'être transposées en France.

Cette étude en souscription s'adresse d'abord aux entreprises et administrations intervenant dans le domaine du logement, de l'urbanisme et des services associés, mais également aux collectivités territoriales ainsi qu'aux organismes développant des politiques de coopération internationale.

Directeurs de l'étude : Julien Damon et François de Jouvenel

Deux modalités de souscription sont proposées :

- ▶ une souscription forfaitaire de base de 25 000 euros HT couvrant la réalisation des phases 1 (diagnostic), 2 (analyse des grands enjeux) et 4 (innovations) de l'étude ;
- ▶ une souscription complémentaire, de montant variable, permettant la réalisation des monographies (phase 3 de l'étude).

Documentation complète disponible sur le site Internet de Futuribles :

<http://www.futuribles.com/pdf/EtudeUrbanisationLogementHabitat2030.pdf>

Informations, contact : François de Jouvenel / Lucie de Villepin

Futuribles - 47 rue de Babylone - F-75007 Paris

Tél. 33 (0)1 53 63 37 74 - Fax 33 (0)1 42 22 65 54

fjouvenel@futuribles.com - lvillepin@futuribles.com - www.futuribles.com

Politique-fiction, mais sans grand changement

PAR PÔ L'AUSTÈRE ¹

Nous sommes en 2017, après cinq ans de pouvoir socialiste. En 2012, une majorité de Français ont élu, sans grande conviction pour la plupart, un gouvernement socialiste aux ambitions relativement modestes. Il faut dire qu'avec une croissance économique en berne, en France comme dans de nombreux pays européens, une dette devenue incontrôlable et une gouvernance économique européenne en crise, les marges de manœuvre étaient limitées. Marine Le Pen avait fait un gros score, ralliant, outre son électorat traditionnel, une partie de ceux qui, cinq ans plus tôt, avaient offert leurs voix à Nicolas Sarkozy, vraisemblablement déçus du fait que le « Kärcher » fut resté au placard et que les flux migratoires n'aient en rien été contenus. Mais la crise économique avait eu cet effet positif pour les socialistes que les questions d'immigration et de sécurité, sur lesquelles ils ne sont guère à l'aise, sont passées au second plan derrière les questions de croissance et d'emploi.

Sur ces deux questions, que peut-on dire cinq ans plus tard ? Qu'il n'y a pas eu de miracle. On n'a pas assisté à un « tournant de la rigueur » comme en 1983, parce qu'il n'y a pas eu d'explosion de la dépense. La situation financière ne le permettait tout simplement pas. On a certes révisé le système fiscal en le rendant plus progressif, en abandonnant quelques niches qui profitaient essentiellement aux ménages aisés, mais ces derniers ne sont pas si nombreux (ou si riches) que les taxer davantage permettrait de renflouer les caisses de l'État. Il a fallu convenir que la baisse des dépenses était nécessaire.

La France, endettée comme elle l'était, dépendait en effet de la confiance des marchés pour se refinancer. Et ces derniers ne croyaient plus à une augmentation indéfinie des prélèvements censée financer des dépenses semblant vouées à croître plus vite que la production. Le défaut de la Grèce a fragilisé la situation de l'Espagne et de l'Italie, mais aussi celle de la France. Si cette dernière ne voulait pas voir sa signature se déprécier, et le service de sa dette exploser du fait d'une augmentation significative des taux d'intérêt, elle devait donner des gages de gestion rigoureuse. Cela s'est fait dans la douleur, mais les dépenses n'ont pas augmenté. On a rogné sur les

1. Pseudonyme d'un membre du comité de rédaction de *Futuribles*, sociologue.

budgets de la Défense, et on a, chose qui eût été impensable quelques années auparavant, gelé les traitements dans la fonction publique.

En 2017, l'économie française est toujours en convalescence. Les électeurs sont très incertains à la veille de ces élections, car ils ont pu se rendre compte que les marges de manœuvre laissées par près de 40 ans de gestion laxiste des dépenses publiques étaient quasiment réduites à néant. Les Français ont vécu, pendant toutes ses années, au-dessus de leurs moyens. Ils doivent dorénavant accepter de travailler davantage, ou de gagner moins. Jean-François Copé, le candidat de droite, propose donc de mettre fin aux 35 heures une fois pour toutes et de repousser encore l'âge de départ à la retraite. Marine Le Pen, qui défend toujours une sortie de l'euro, est devenue crédible sur les questions économiques auprès de nombre de Français qui, sur ce point, ne savent plus trop à quel saint se vouer.

L'économie française est toujours en convalescence [...] Les Français ont vécu, pendant toutes ces années, au-dessus de leurs moyens

La question de la sécurité est là encore plutôt passée au second plan du fait de la persistance de la crise de la croissance et de l'emploi, mais aussi parce que les actes délictueux ont eu tendance à baisser. Il ne faut pas y voir un succès du gouvernement socialiste, mais une conséquence de la crise économique elle-même. Contrairement à ce que l'on affirme parfois, c'est en période de croissance que les délits augmentent, pas en période de crise. Avec cette dernière, les inégalités se sont réduites, entraînant du même coup une diminution des prédatations, qui relèvent essentiellement de l'envie et non du besoin.

En revanche, les questions migratoires sont revenues au cœur de l'actualité. Au sud de la Méditerranée, les candidats au départ sont plutôt plus nombreux, les révolutions arabes ayant laissé une situation politique instable qui ne favorise pas la croissance économique. Et les pays européens, dont la France, se sont montrés toujours aussi incapables de réguler les flux entrants. La présence en France des immigrés et de leurs enfants est de moins en moins perçue comme une chance, et de plus en plus comme un fardeau économique (du fait de leur surreprésentation dans les chiffres du chômage, de l'échec scolaire et de la délinquance) et comme une menace pesant sur la cohésion nationale. Les émeutes de 2015 sont passées par là, de même que l'attentat-suicide perpétré en 2016 par un Français « de souche » au milieu d'une foule de fidèles musulmans sortant de la Grande Mosquée de Strasbourg. L'Union pour un mouvement populaire (UMP), qui a pu se refaire une santé après cinq ans passés dans l'opposition et qui fustige tant la naïveté du parti socialiste que la dangerosité des thèses du parti de Marine Le Pen, a donc de bonnes chances de l'emporter. Quant aux Français, ils se rendront aux urnes, une fois de plus, sans enthousiasme. ■

Du caractère plutôt que l'étiquette

PAR MICHEL DRANCOURT ¹

Nous sommes en janvier 2017. La campagne de préparation des élections présidentielles de juin est déjà en cours. Il est bien connu que les électeurs sont surtout préoccupés par les questions intérieures, le niveau de vie, l'emploi, la sécurité, la protection sociale. Mais, qu'ils l'admettent ou non, et quels que soient les candidats, la politique intérieure ne peut ignorer les évolutions mondiales considérables qui se sont produites depuis 2011.

Certains politiques à l'extrême gauche ou à l'extrême droite prétendent s'en libérer. L'expérience socialiste de 1981 a prouvé que, sauf à devenir une sorte de Corée du Nord, c'est tout à fait utopique. En revanche, les politiques suivies depuis 2007 confirment que le degré de liberté de manœuvre d'un pays dépend de la solidité de son économie et de l'efficacité de son organisation sociale.

Les transformations du monde se traduisent de plus en plus par le déplacement du centre de gravité de la zone atlantique vers l'Asie. Les États-Unis qui, pendant les décennies d'après-guerre, assuraient en fait la défense des pays « libres », ne portent plus à l'Europe l'attention d'alors. Les problèmes de l'avenir de la défense en France et dans les pays européens sont posés mais ne passionnent guère la majorité des électeurs. Cependant, les faits plaident en ce domaine, comme en plusieurs autres, en faveur d'une coopération européenne. L'un des clivages politiques qui se confirment est celui qui existe entre des partisans — de droite comme de gauche — d'une France « pleinement souveraine » à l'ancienne, et ceux d'une France associée à d'autres pays européens dans une communauté d'intérêts, y compris en matière de politique sociale.

Une telle coopération est lente à s'affirmer. De plus, pour qu'elle prenne vraiment corps, il faudrait que les élections européennes évoluent fortement, avec d'une part des élections « locales » (régionales ou nationales) pour les enjeux politiques de la vie ordinaire, et d'autre part des élections « communautaires » pour les enjeux géostratégiques et monétaires. Aucun des candidats en lice ne paraît en mesure d'être élu sur un tel projet.

1. Économiste.

En revanche, si les thèses du Front National avaient cette fois-ci des chances de l'emporter, une coalition des « Européens » de gauche, du centre et de droite aurait des chances de se former et de l'emporter, emmenée par le candidat ou la candidate de l'une de ces tendances encore en lice au deuxième tour.

D'autres facteurs devraient intervenir pour inciter les candidats à proposer un programme présidentiel à partir de données réalistes au lieu de faire croire que leurs actions, s'ils sont élus, suffiront à donner à l'industrie française la compétitivité qui lui manque et à l'économie, l'élan au meilleur emploi.

Deux de ces facteurs sont difficiles à faire admettre. Le premier est le caractère inéluctable du « *dumping* social » qui consiste, pour les pays à main-d'œuvre pauvre surabondante — et Dieu sait s'il y en a —, à proposer des produits, voire des services, à bas prix. Le seul moyen de riposter n'est pas de se barder d'illusoires protections, mais soit de proposer des produits et services de qualité supérieure, soit de faire des progrès de productivité, donc de s'appuyer sur des disciplines de travail et d'organisation encore plus rigoureuses. L'argument n'est pas très « électoral », surtout si on constate que les entreprises ne sont pas seules en cause mais que toutes les activités, y compris bancaires ou administratives, sont concernées. Mais la franchise peut aussi faire recette de voix.

Concilier deux réalités majeures : assurer le mieux possible l'existence de milliards d'hommes supplémentaires et mener des politiques plus attentives aux exigences du développement durable

Le second facteur qui prend de plus en plus d'importance dans les élections, surtout dans les pays à économie « mature », est la nécessité de développer des sociétés permettant de concilier les deux réalités majeures de l'époque : assurer le mieux possible l'existence de milliards d'hommes supplémentaires qui sont apparus sur Terre en l'espace d'un siècle et, en même temps, mener des politiques économiques, sociales et sociétales plus attentives aux exigences du développement durable qu'actuellement. Cette exigence apparemment contradictoire ne peut être respectée, ici encore, que par le progrès de la productivité, c'est-à-dire « faire plus et mieux avec moins », autrement dit cesser d'agir comme si les ressources planétaires étaient illimitées.

Les pays « pauvres » disent que c'est à leur tour de profiter de la civilisation de l'abondance, mais dans des pays comme la France, beaucoup de gens pensent qu'ils ne vivent pas dans l'abondance et donc souhaitent disposer de plus de ressources. Les débats sur les inégalités sont donc virulents. Ils sont politiquement d'autant plus difficiles à résoudre que l'on a trop pris l'habitude, dans les pays comme la France, de croire qu'il suffisait de mieux répartir ces ressources entre les citoyens, alors qu'il est nécessaire aussi d'en assurer la production.

En effet, les peuples jeunes et les nouveaux « producteurs » qui nous entourent, entendent capter une part croissante du produit intérieur brut mondial. Si nous maintenons, avec les ajustements et des variantes, notre niveau de vie dans les prochaines décennies, ce sera déjà une performance. Est-ce un argument électoral rentable que de le dire ? Aucun candidat ne semble prêt à l'utiliser. Mais les faits finissent toujours par l'emporter sur les programmes politiques idéalistes. C'est généralement après que les politiques s'ajustent. D'où l'importance d'apprécier le caractère, l'intelligence des candidats, leur capacité à faire face aux crises et surtout à être crédibles pour une opinion en mal de repères, plutôt que de voter pour des « étiquettes ». ■

2017 : des élections dans la tourmente énergétique

PAR PIERRE PAPON ¹

Le président socialiste que les Français avaient élu à l'Élysée, en mai 2012, s'était engagé à organiser un « Grenelle de l'énergie » pour fixer les priorités de la politique de l'énergie. Ce Grenelle avait débouché sur une loi de programmation, « Énergie 2030 », votée en mars 2013, qui comportait trois dispositions phares.

La première, la plus controversée, concernait le nucléaire : une sortie « éventuelle » du nucléaire, au-delà de 2030, devait être « étudiée » et sa part dans la production de l'électricité devait baisser pour atteindre 50 % en 2025 (au lieu de 75 % en 2011).

La deuxième mesure, la création d'un revenu de solidarité énergétique active (RSEA), était destinée à compenser, pour les ménages, le tiers de la charge financière représentée par la consommation d'électricité et de gaz pour l'habitat, et celle des carburants pour les déplacements professionnels. Le RSEA prenait la forme d'un crédit d'impôt ou d'un chèque énergie pour les ménages non imposables (seuls quatre millions de ménages aux revenus modestes devaient en bénéficier) ; son attribution était assortie de conditions complexes (par exemple, l'utilisation des véhicules à faible émission de CO₂ et l'amélioration de l'efficacité énergétique de l'habitat). Son financement devait être assuré partiellement par une taxation des produits pétroliers, du gaz et du kilowattheure électrique (son coût annuel était chiffré à 4,5 milliards d'euros).

Un troisième train de mesures comportait d'importantes incitations fiscales pour les énergies renouvelables (le solaire notamment), les économies d'énergie et l'achat de voitures électriques (la prime étant portée à 7 000 euros). Ce plan était complété par un ambitieux programme de recherche sur les énergies renouvelables dont les crédits devaient doubler. Le gouvernement s'engageait par ailleurs à négocier la création d'une taxe carbone européenne.

Le front énergétique avait été relativement calme jusqu'en 2015. En effet, la longueur de l'activité économique dans les pays occidentaux et

1. Professeur émérite à l'École de physique et chimie de Paris, et président d'honneur de l'Observatoire des sciences et techniques (OST).

son sérieux ralentissement en Chine, en 2013, suite à l'éclatement de la bulle immobilière et à la faillite de deux grandes banques (le gouvernement chinois avait alors injecté des fonds importants dans l'économie pour éviter des troubles sociaux), avaient cassé la hausse du cours du baril de pétrole qui était redescendu à 80 dollars US à la fin 2013 (la demande mondiale d'énergie primaire avait chuté de 3 % en 2013 et 2014).

La situation avait radicalement changé en 2016. L'économie mondiale enfin repartie et la relance, en Chine et au Japon (qui surmontait les conséquences du séisme de 2011 et investissait massivement dans les énergies renouvelables), provoquèrent en effet une croissance très forte de la demande de pétrole et de gaz, dont les cours repartirent à la hausse. La géopolitique s'était alors mise de la partie. Le printemps arabe, qui avait duré trois ans, avait débouché sur une glaciation politique, des régimes autoritaires proches des milieux islamistes s'étant installés dans plusieurs pays du Moyen-Orient, notamment en Arabie Saoudite et en Irak.

Alors que l'Organisation des Nations unies avait reconnu l'État palestinien, les pays arabes producteurs de pétrole avaient décidé, lors d'une réunion secrète à Ryad en juin 2016, d'engager l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à ne pas augmenter ses quotas de production afin d'obliger les pays occidentaux à faire pression sur Israël pour que l'État hébreu s'engage enfin dans une négociation pour régler la question palestinienne. L'OPEP avait accepté, provoquant une hausse brutale du cours du baril de pétrole qui atteignait 220 dollars US à la fin 2016. La Russie, suivie par le Qatar et l'Iran, avait alors augmenté le prix du gaz de 50 %. La crise internationale débouchait sur un troisième choc pétrolier (« jamais deux sans trois » avaient observé de nombreux économistes dont la capacité à prévoir les crises n'était plus à démontrer).

La crise internationale débouchait sur un troisième choc pétrolier [...] À la fin 2016, la question énergétique était devenue brûlante en France

À la fin 2016, la question énergétique était devenue brûlante en France. Les énergies renouvelables décollaient lentement (l'éolien, devenu compétitif, assurait 5 % de la production d'électricité mais le coût du kilowattheure solaire restait élevé), la voiture électrique peinait à s'imposer. Comble de malchance, une forte sécheresse au printemps et en été (faisant chuter la production hydroélectrique) et un début d'hiver rigoureux avaient mis à mal le réseau électrique français et contraint EDF (Électricité de France) à importer massivement de l'électricité. Quant au nucléaire il restait sur le grill : l'augmentation des coûts de construction de l'EPR (le réacteur pressurisé européen) et la décision du Japon, en 2015, de ne plus construire de nouvelles centrales nucléaires (la Chine mettant en réserve plusieurs projets pour des raisons financières) avaient porté un coup sérieux à la filière française.

L'envolée du cours du baril (le prix des carburants augmentant de 60 %), et la forte augmentation du prix du gaz et de l'électricité avaient provo-

qué une récession économique dont les signes étaient perceptibles en janvier 2017 (l'agriculture était étranglée par la hausse du gazole et des engrais, la hausse du prix des carburants provoquait une crise dans l'industrie automobile). Le RSEA, alourdi par les hausses des prix de l'énergie, était devenu un fardeau financier difficilement supportable (son coût devait augmenter de 50 % en 2017 et était évalué à huit milliards d'euros), et le gouvernement avait dû se résoudre à diminuer de moitié son niveau et celui des incitations fiscales pour les énergies renouvelables dans le budget 2017. Les tergiversations des États avaient retardé la mise en œuvre, par l'Union européenne, d'un plan de relance par la voie d'un emprunt européen pour financer des infrastructures énergétiques.

La diminution drastique du RSEA et le refus du gouvernement de s'engager dans la voie d'une sortie du nucléaire dans un contexte de crise énergétique (« il faut faire feu de tout bois » avait déclaré le président de la République dans son allocution de fin d'année) avaient provoqué une grave crise au sein de la majorité gouvernementale. C'est donc dans un climat de tensions internationales, sociales et économiques, et au milieu d'une tempête énergétique que s'engage la campagne pour les élections présidentielles de 2017. ■

Aux actes... pas tout de suite !

PAR ANDRÉ-YVES PORTNOFF ¹

L'élection présidentielle française de 2012 n'a pas fondamentalement changé la donne. La foule de mesures prises, tant en France qu'au niveau européen, ne s'est pas attaquée aux racines des maux qui ont plongé le monde dans la crise. Banques d'affaires et doctrines ultrafinancières ont gardé l'essentiel de leur influence. Une momentanée remontée des créations d'emplois aux États-Unis a facilité la réélection de Barak Obama mais n'a pas incité aux ruptures déchirantes. Bref, on a bricolé des deux côtés de l'Atlantique, et puis, à partir de 2014, la crise est revenue avec violence.

Force a été de constater que « *made in France* » et « retour à l'industrie ² » sont demeurés d'aimables slogans accompagnés de mesures aussi coûteuses qu'inefficaces. Des pans entiers d'activités périllicitent ou passent sous contrôle extraeuropéen, ruinant les territoires concernés. Des majors américains de l'informatique s'écroulent ou sont rachetés par des groupes asiatiques qui ont su investir à contre-cycle. Les plans de licenciement se multiplient en Europe. La qualité de vie se dégrade rapidement, l'État-providence est progressivement démantelé tandis que prospèrent seulement les plus riches. Des vagues de mécontentement secouent l'Occident.

Les gouvernements démocratiques décrédibilisés réhabilitent les thèses extrémistes en chassant l'électeur sur le terrain des populistes. Ceux-ci ont beau jeu de stigmatiser leurs défaillances. Des scandales éclatent, écla-boussant partout une classe politique discréditée depuis bien plus d'une décennie ³. La nouveauté, c'est ce que ces scandales mettent en évidence : le scénario noir de la mainmise des réseaux criminels sur de grands groupes « normaux » est en route. On a négligé les avertissements du procureur italien Roberto Scarpinato ⁴. Des catastrophes technologiques, médicales, alimentaires sont le prix des connivences. Tandis que l'opinion découvre les suites du désastre de Fukushima, plusieurs accidents majeurs en Chine démontrent que l'absence de liberté de parole est « accidentogène » et que l'exploitation du charbon peut tuer autant — dans le court terme — que le nucléaire. Cela ne fait qu'ajouter à la confusion des opinions occidentales qu'on essaye de rassurer par des mesures incohérentes.

1. Directeur de l'Observatoire de la révolution de l'intelligence à Futuribles, consultant en prospective et management du changement.

2. Dossier « Revitaliser le tissu productif », *Futuribles*, n° 374, mai 2011, p. 23-63.

3. Voir par exemple « L'opinion publique dans l'UE-15 », *Eurobaromètre*, n° 61, printemps 2004.

4. ARLOFF Arles, « Italie : le pouvoir corrompu », *Futuribles*, n° 381, janvier 2012, p. 9.

Les présidentielles françaises de 2017 se préparent dans un contexte de désordres croissants. Plusieurs pays de l'Union européenne (UE) commencent à être paralysés par des manifestations d'« Indignés », des occupations de locaux. En guise de réponse, des attentats anonymes renouent avec la « stratégie de la tension » qui, dans les années 1980, préparait des régimes musclés pour empêcher les alliances avec les « Rouges ». Dans plusieurs régions, les intégristes politiques et religieux rallient des suffrages, s'expriment ouvertement au mépris des lois. Leurs milices défilent sous les couleurs néofascistes, prétendant protéger l'ordre, montent des pogroms contre les immigrés et les minorités ethniques ou sexuelles. Des notables ouvertement compromis avec les mafias plastronnent. En Italie, ils participent à un gouvernement de salut national qui organise un découpage fédéral et met à sac les ressources encore disponibles.

La Belgique implose, les francophones et la majorité modérée flamande demandent à Paris, à l'UE d'intervenir. Personne ne bouge. L'Espagne voit revenir le spectre du morcellement en régions cherchant à s'en tirer seules contre les autres. L'Allemagne vieillissante assiste à l'éffritement de ses atouts. Plusieurs pays d'Europe basculent dans des régimes semitotalitaires ; l'UE, au bord de l'implosion, n'ose les sanctionner. Les printemps arabes et slaves n'ont débouché que sur des régimes totalitaires. Dans le monde, les militants de la dignité dénoncent la démission de l'Europe qui les a lâchés.

À portée de volonté

Mais à côté de ce scénario de continuité, d'autres demeurent à portée de volonté. En voici un. Vers 2014, le retour en force des problèmes en tous genres déclenche non seulement des vagues d'indignation mais des actions, des propositions structurées. Des milliers d'initiatives locales se maillent, des réseaux d'activistes renforcent la position des résistants à la corruption rampante, aux vieilles cuisines des petits arrangements. La société civile s'empare de la parole avec une force sans précédent, met en demeure les politiques de se hisser au niveau d'hommes d'État ou de se démettre.

Le retour en force des problèmes en tous genres déclenche non seulement des vagues d'indignation mais des actions

Sur Internet court le slogan : « Aux actes, citoyens ! De l'indignation solitaire à l'action collective ! » Comme en mai 1968, le mouvement est planétaire mais cette fois, le contexte est autrement grave et Internet rapproche, coalise, coordonne, facilite la publicité des actions innovantes réussies, leur diffusion, la construction d'actions et de programmes. Manifestations monstres à Bruxelles, Rome, Milan, Madrid, Barcelone. Une tentative de coup d'État précédée d'attentats sanglants est enrayerée à Rome par une foule qui hurle « Assez des mafieux, assez des fascistes ! » La pression de la rue, conduite par des intellectuels et des acteurs, arrache la réforme du code électoral : les listes de candidats aux élections ne seront plus établies par un quarteron de politiciens et n'accueilleront plus d'individus inculpés

ou condamnés pour association mafieuse. Le nouveau Premier ministre italien, une femme, obtient de ses collègues européens des sanctions sévères contre les gouvernements fascistes et la mise en chantier rapide d'une législation et d'une police européennes antimafia.

Le président français, poussé par des collectivités territoriales très motivées, prend conscience de l'impasse où conduit une politique gérant quantitativement la pénurie. Il ne s'agit plus de dépenser moins, de travailler plus, mais de dépenser et travailler mieux. Ensemble ! Une lapalissade occultée jusque-là par de savantes considérations macroéconomiques et la dictature des chiffres.

Un ministère de l'Entreprise est créé, un comité SOS-innovateurs est chargé d'intervenir sans délai dès que des initiatives innovantes sont menacées d'étouffement par des arguties bureaucratiques ou des intérêts particuliers. Bercy et les différentes administrations sont prévenues : il n'y a désormais qu'une seule politique française, définie à l'Élysée et Matignon ⁵.

Les deux impératifs sont le soutien à la croissance des PME (petites et moyennes entreprises) innovantes et la fin du gâchis d'intelligence et de bonnes volontés provoqué par le taylorisme régnant dans les grandes structures, privées et publiques, et entretenu par les castes de dirigeants. Malgré les pressions des *lobbies*, Paris arrache à Bruxelles la mise en place d'un vrai *Small Business Act* européen, réservant un cinquième des marchés publics aux PME indépendantes. Le secteur public donne l'exemple aux entreprises ⁶ en lançant une action de dé-taylorisation et de décroisement des silos administratifs. Le respect des citoyens-clients et des fournisseurs devient un mot d'ordre, les entreprises sont informées qu'un management respectueux des hommes les rendra prioritaires pour l'accès aux aides et aux marchés publics. Le gouvernement décrète la reconquête culturelle par l'état de droit de toutes les zones de non-droit, y compris dans les banlieues abandonnées aux trafiquants en tous genres. Les enseignants, mobilisés, reçoivent la preuve que les initiatives innovantes de terrain sont protégées et soutenues contre bureaucratie et incivilités.

Une dynamique nouvelle devient sensible en France et en Europe. Des entreprises sont sauvées de la faillite, d'autres entament une croissance rapide qui en fait des *leaders* mondiaux. L'emploi repart, ainsi que la croissance économique. Mais cette croissance, aux profits mieux répartis, diffère de plus en plus de l'ancienne. Les modes de vie, de consommation évoluent.

En 2017, des scandales font prendre conscience aux élites indiennes que leur pays va compromettre son développement s'il ne devient pas une

5. SÉRIEYX Hervé et PORTNOFF André-Yves, *Aux actes citoyens ! De l'indignation à l'action*, Paris : Maxima / Laurent Dumesnil éditeur, 2011, p. 125-127.

6. SÉRIEYX Hervé et PORTNOFF André-Yves, « Réindustrialiser ? Questions de confiance ! », *La Tribune*, 9 novembre 2011.

vraie démocratie ; des remous croissants montrent, en Chine, les limites d'un développement économique sans libertés ; la société civile fait trembler les murailles du Kremlin, qui a jusque-là réussi à endiguer ses Indignés. Une Europe meurtrie, amputée provisoirement de quelques pays, apparaît en passe de redevenir le continent phare de la créativité, capable d'inventer une modernité humaniste, renouant de justesse, avant l'écroulement annoncé, avec les valeurs dont elle s'était écartée. ■

2017 : la croisée des chemins

PAR GASTON PERCHE ¹

La France a connu, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une période particulièrement faste, dite des « Trente Glorieuses », marquée à la fois par une croissance économique forte et une situation de plein emploi, qui s'est traduite par une amélioration continue des conditions de vie de sa population. Elle a mis à profit cette heureuse période pour développer un système de protection sociale très performant, dans ses fonctions tant d'assurance collective que d'aide aux plus démunis, reposant essentiellement sur les cotisations sociales et donc sur l'emploi, alors en forte progression.

Le problème est que cette belle dynamique a commencé à s'essouffler dès les années 1960 et qu'après les chocs pétroliers des années 1970, la France est entrée en crise. Tous les gouvernements successifs, attendant en vain un hypothétique retour des Trente Glorieuses, se sont depuis lors contentés de réformes purement paramétriques, plus faciles à administrer à une société crispée sur ses habitudes.

Symptomatique fut la campagne présidentielle de 2012, au cours de laquelle les candidats ont fait feu de tout bois pour convaincre les Français de leurs talents de gestionnaires, ont prétendu, par des mesures d'ajustement, redynamiser l'économie française dont la compétitivité déclinait et, au travers de politiques publiques astucieuses, en dépit du déficit creusé depuis 35 ans, redonner aux Français confiance en l'avenir. Le président élu en 2012 et son gouvernement étaient ainsi investis d'un espoir : enfin, par une politique énergique, il allait sortir le pays de la crise.

Cependant, alors que la campagne présidentielle de 2017 s'engage, force est de constater que rien n'a changé. L'État, « trop petit pour les grands problèmes et trop grand pour les petits problèmes », n'est plus aussi puissant qu'il le fut au temps des Trente Glorieuses. Les entreprises s'organisent suivant une logique de réseaux au niveau local et international ; elles échappent donc très largement aux mesures édictées dans le cadre étroit de l'État-nation. Le système de protection sociale, supposant des solidarités collectives fortes dans une population dont la pyramide d'âge était jadis plus équilibrée au sein d'un territoire relativement fermé, ne fonctionne plus.

1. Pseudonyme d'un membre du comité de rédaction de *Futuribles*, spécialiste des questions économiques et sociales.

Les candidats à l'élection présidentielle de 2017 sont obligés de le reconnaître et d'en tirer les enseignements. Trois visions de l'avenir les opposent.

La première est celle d'un repli sur la forteresse France, qui entend préserver le patrimoine naturel et culturel du pays, en faire un havre de paix et de qualité de vie à l'abri d'un monde dominé par l'Asie. L'Asie, mue par un frénétique désir de croissance et de puissance, est engagée dans une stratégie de conquête de toutes les ressources, de colonisation des pays les moins avancés et de concurrence sauvage, notamment avec les pays occidentaux désorientés.

Notre force, affirme le candidat porteur de cette vision, est que la France demeure le dernier rempart de la civilisation occidentale contre l'invasion des « barbares » et que, en tant que telle, elle devienne le pays refuge des gens cultivés et de l'art de vivre. À ce titre, elle attirera les investissements étrangers, les touristes du monde entier ainsi que les meilleurs intellectuels et savants.

La deuxième vision est portée par un candidat qui souligne l'incapacité de la France à agir seule et à résoudre par elle-même les problèmes d'une économie affaiblie et d'une société en pleine désespérance. Il milite énergiquement pour une Europe fédérale des régions, composée des sept anciens États membres de feu l'Union européenne. Il s'appuie sur une étroite collaboration établie entre une dizaine de régions européennes entre lesquelles se sont tissées des coopérations économiques, monétaires et sociales fortes, capables de rivaliser avec les autres pôles d'excellence mondiaux.

Le troisième candidat est porteur d'une vision plus classique. Profondément attaché au modèle d'économie sociale dont se réclame depuis toujours la France, il est convaincu qu'il ne peut y avoir de progrès social sans progrès économique, et *vice-versa*. Il propose de relancer l'économie française et de réformer radicalement le système de protection sociale afin, dit-il, d'en préserver les valeurs fondatrices.

Partisan d'un État modeste mais stratège, capable de fixer de grandes orientations et d'en être le garant, il délègue très largement l'exécution des tâches à des agences spécialisées disposant de budgets par objectifs et faisant l'objet d'évaluations régulières par une commission réunissant les représentants de l'exécutif et des assemblées parlementaires.

***La principale richesse
dont dispose la France réside
dans ses ressources humaines***

Partisan d'une économie puissante et affirmant que la principale richesse dont dispose la France réside dans ses ressources humaines, il milite pour que tous les Français âgés de 16 à 76 ans travaillent selon des modalités telles qu'ils puissent concilier davantage, tout au long de leur vie active, un emploi dans la sphère monétarisée, des activités d'intérêt collectif, des activités de formation et des activités de loisir. Il crée à cet effet une banque

du temps chargée de veiller à ce que chacun contribue de manière équitable à l'effort collectif et, en échange, puisse bénéficier des bienfaits du progrès.

Partisan d'une économie ouverte sur le monde, il entend jouer pleinement la carte d'une économie de la fonctionnalité, peu consommatrice de ressources rares et soucieuse d'écologie, et faire ainsi de la France le foyer d'un nouveau modèle de développement capable d'exporter son savoir en matière d'ingénierie collective sur la scène internationale.

Il soumet ainsi au débat public une autre manière de voir et, s'il est élu, demandera que son mandat dure au minimum 10 ans afin de pouvoir mettre en œuvre sa politique sans être obligé à chaque instant de l'adapter à une opinion publique trop mouvante et au jeu des groupes de pression. ■

CALENDRIER DES FORMATIONS

VEILLE • PROSPECTIVE • STRATÉGIE • TERRITOIRES

FUTURIBLES INTERNATIONAL

► **La prospective territoriale : pour quoi faire ? Comment faire ?**
Jeudi 31 mai et vendredi 1^{er} juin 2012 • Prix : 1 435,20 euros TTC*

► **La veille au service de la prospective**
Jeudi 7 et vendredi 8 juin 2012 • Prix : 1 435,20 euros TTC*

► **Méthodes et outils de la prospective stratégique**
Jeudi 14 et vendredi 15 juin 2012 • Prix : 1 435,20 euros TTC*

► **Atelier de construction de scénarios contrastés**
Lundi 25 juin 2012 et mardi 26 juin matin • Prix : 1 136,20 euros TTC*

► **Stratégies urbaines**
Jeudi 27 et vendredi 28 septembre 2012 • Prix : 1 435,20 euros TTC*

À photocopier et à retourner à Futuribles International, 47 rue de Babylone - F-75007 Paris
Tél. 33 (0)1 53 63 37 71 - Fax 33 (0)1 42 22 65 54 • croels@futuribles.com - www.futuribles.com

- Je souhaite recevoir gratuitement le programme des formations
- Je m'inscris à
- Nom - Prénom
- Fonction - Organisation
- Adresse
- Code postal Ville/pays
- Tél. Fax
- E-mail
- Règlement : Chèque à l'ordre de Futuribles International
 Au reçu d'une facture

*Remise de 10 % pour inscription multiple dès la deuxième participation ; dispense des frais de participation pour les membres partenaires de Futuribles International et remise de 50 % pour les membres associés (valable pour une personne par formation).